

# *Curriculum vitae*

**Carolina Cerda-Guzman**

Née le 14 novembre 1981, à Iquique (Chili)

**Fonction** : Maître de conférences en droit public (section 02)

**Etablissement d'affectation** : Université Paul-Valéry Montpellier 3

**Equipe de recherche** : Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat (CERCCLE – EA 7436)

**Adresse mail** : carolina.cerdaguzman@gmail.com

## **I. FORMATION ET CARRIERE UNIVERSITAIRE**

### **A. Formation universitaire**

- 2010 **Doctorat de droit** (Université Montesquieu – Bordeaux IV)  
« Codification et constitutionnalisation », thèse dirigée par F. Mélin-Soucramanien et soutenue publiquement le 19 novembre 2010 devant un jury composé de P. Bon (rapporteur), G. Drago (rapporteur), F. Mélin-Soucramanien (directeur), F. Melleray (président du jury) et J.-E. Schoettl.  
Mention : Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité
- 2006 **Master 2 Recherche** Droit public fondamental, Université Montesquieu-Bordeaux IV. Mention : Très bien
- 2005 **Master 1 Droit public**, Faculté de droit et de science politique de Rennes I.  
Mention : Assez bien
- 2004 **Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes**.  
Mention : Assez bien
- 2000 **Baccalauréat**, série S, Lycée Mongazon (Angers).  
Mention : Bien

### **B. Prix**

- 2011 Prix de la Fondation Varenne pour la meilleure thèse dans la catégorie « Concepts fondamentaux du droit constitutionnel »
- 2011 Prix Bazille de l'Académie de législation de Toulouse pour la meilleure thèse en droit public
- 2007 Prix G. Kassimatis décerné par l'Association Internationale de Droit Constitutionnel lors du VII<sup>e</sup> Congrès mondial pour la meilleure contribution en langue française d'un jeune doctorant

### **C. Parcours professionnel**

- 2011- ... Maître de conférences en droit public  
Université Paul-Valéry Montpellier 3
- Février 2011 Qualification à la maîtrise de conférence par le Conseil national des Universités (section 02)
- 2009-2011 Attachée temporaire d'enseignement et de recherche  
Université Montesquieu-Bordeaux IV

2006-2009 Allocataire-monitrice  
Université Montesquieu-Bordeaux IV

#### **D. Concours d'agrégation de droit public**

2015-2016 Sous-admissible  
2013-2014 Sous-admissible  
2011-2012 Admissible

## **II. RESPONSABILITES ET ACTIVITES UNIVERSITAIRES**

### **A. Responsabilités administratives**

2012-... Responsable de la section Droit public  
Université Paul Valéry Montpellier 3 – UFR IV  
2014-... Coordinatrice des étudiants Erasmus+  
Université Paul-Valéry Montpellier 3 – UFR IV  
2013-2015 Directrice du Département d'Administration Economique et Sociale  
Université Paul-Valéry Montpellier 3 – UFR IV  
2012-2013 Directrice-adjointe du Département d'Administration Economique et Sociale  
Université Paul-Valéry Montpellier 3 – UFR IV

### **B. Comités de sélection**

2019 Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02)  
Université Paris Sud  
Membre d'un comité de sélection de CDD LRU (section 02)  
Université Paul-Valéry Montpellier 3  
2018 Présidente d'un comité de sélection de MCF (section 02)  
Université Paul-Valéry Montpellier 3  
2018 Membre d'un comité de sélection d'ATER (section 02)  
Université Paul-Valéry Montpellier 3  
2017 Membre d'un comité de sélection d'ATER (section 02)  
Université Paul-Valéry Montpellier 3  
2016 Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02)  
Université Toulouse Capitole 1  
2015 Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02)  
Université Paul-Valéry Montpellier 3

### **C. Comités de suivi de thèse**

2019 Membre du comité de suivi de thèse de deux doctorants dirigés par A. Martin  
Université de Bordeaux  
2018 Membre du comité de suivi de thèse de deux doctorants dirigés par A. Martin  
Université de Bordeaux

### **III. RESPONSABILITES ET ACTIVITES PEDAGOGIQUES**

#### **A. Responsabilités pédagogiques**

- 2014-... Co-directrice du Master 2 Migrations Inter-Méditerranéennes  
Master labellisé Master *Erasmus+ Joint Master Degree* par l'Union européenne entre 2015 et 2019.  
Master fondé sur un consortium unissant l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 à l'Université Ca' Foscari de Venise (Italie), l'Université Autonome de Barcelone (Espagne), l'Université Moulay Ismaïl de Meknès (Maroc) et l'Université de Sousse (Tunisie).
- 2015-2016 Participation au dispositif « Réussite licence » pour la licence AES  
Université Paul-Valéry Montpellier 3

#### **B. Enseignements assurés**

##### ***1. Université Paul-Valéry Montpellier 3***

###### ***Licence***

- *Droit constitutionnel*, L1 AES, CM et TD (2011 - 2020) ; L1 LEA, CM (2015 - 2020)
- *Institutions européennes*, L1 AES, CM (2011- 2014)
- *Droit administratif*, L2 AES, CM et TD (2011 - 2015)
- *Théorie générale de l'Etat*, L2 Histoire des Relations internationales et Sciences sociales, CM (2014 - 2020)
- *Droit de l'intervention publique*, L3 AES, CM et TD (2011 - 2013 ; 2016 - 2019)
- *Droit des collectivités territoriales*, L3 AES, CM (2011 - 2012)
- *Droit des relations internationales*, L3 Histoire, CM (2014 - 2018)

###### ***Master***

- *Droit international des droits de l'Homme*, M1 Etudes européennes et internationales, CM et TD (2015 - 2020)
- *Institutions internationales et européennes*, M1 LEA, CM (2016 - 2017)
- *Séminaire Espace social européen*, M1 Développement social, CM (2012 - 2015)
- *Séminaire Migrations internationales*, M1 Développement social, CM (2016 - 2018)
- *Séminaire Action économique des collectivités territoriales*, M2 Management international des territoires et des entreprises, CM (2013 - 2014)
- *Séminaire Droits fondamentaux comparés*, M2 Migrations inter-méditerranéennes, CM (2013 - 2020)
- *Séminaire Crises sécuritaires et libertés publiques*, M2 Etudes européennes et internationales, CM (2016 - 2020)
- *Séminaire Législation anti-terroriste*, M2 Défense et sécurité, CM (2017 - 2018)

##### ***2. Université de Bordeaux***

- *Séminaire de Contentieux constitutionnel*, M2 Contentieux publics, CM (2011 – 2015)
- *TD de Droit administratif*, L2 Droit (2008 – 2011)
- *TD de Droit communautaire*, L3 Droit (2010 – 2011)
- *TD de Droit constitutionnel*, L1 Droit (2006-2008)

### 3. Universités étrangères

- *Libertades públicas*, M1, Université Autonome de Barcelone (2012-2013)
- *Introduction to the French Law*, L1, Institut Franco-Chinois de Renmin (2014-2015).

## **IV. RESPONSABILITES ET ANIMATIONS SCIENTIFIQUES**

### **A. Organisation de colloques, séminaires ou débats**

- 2017 Participation à l'organisation des conférences organisées pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la coopération entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et l'Université d'Etat d'Erevan (16 mai 2017).  
Université Paul-Valéry Montpellier 3
- 2016 Co-responsabilité scientifique avec C. Jouhannau de la journée d'étude sur « Le droit d'asile » (9 novembre 2016)  
Université Paul-Valéry Montpellier 3
- 2015 Co-responsabilité scientifique avec F. Savonitto de l'organisation du colloque « Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015 » (5 et 6 février 2015)  
CERCCLÉ, Université de Bordeaux
- 2015 Animation du débat « La lutte contre le terrorisme » entre J.-J. Urvoas, D. Benichou et M. Verdussen, publié dans *Constitutions*, n°1, janvier-mars 2015, p. 21.

### **B. Activités éditoriales**

- 2020-... Responsable du pôle « Amérique latine » pour le blog *Jus Politicum*
- 2015 Animation du débat « La lutte contre le terrorisme » entre J.-J. Urvoas, D. Benichou et M. Verdussen, publié dans *Constitutions*, n°1, janvier-mars 2015, p. 21.

### **C. Participation à des projets de recherche**

- 2020 - ... Participation au projet de recherche « Devenir des "Gilets Jaunes" » dirigé par E. Reungoat et F. Buton dans le cadre de la MSH Sud. Projet pluridisciplinaire (science politique, droit public, droit pénal, sociologie) visant à répondre à deux questions : Comment l'entrée en protestation peut avoir un impact pour les mobilisés à court ou à long terme, en privilégiant l'analyse sur les « novices en politique » ou « primo-manifestants » ? Et comment ces individus, sans expérience politique préalable, ont pu donner forme à un mouvement politique d'ampleur ?
- 2018 – 2020 Participation au projet de recherche « Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et d'Agen » dirigé par P. Gervier et F. Savonitto dans le cadre de l'appel à projet « QPC 2020 » financé par le Conseil constitutionnel.
- 2016 – 2017 Participation au Groupe de réflexion sur le terrorisme et les droits de l'Homme de la Faculté de Droit de l'Université de Londres Queen Mary, dirigé par E. Guild et D. Bigo. (*Counter) Terrorism, Human Rights, and Discrimination/Racism : A European Challenge.*
- 2013 – 2015 Participation au projet n° CSO2012-35955 de l'Université autonome de Barcelone, financé par le Ministère d'Economie et de Compétitivité espagnol, relatif à « La construction sociale de l'espace inter méditerranéen et ses corrélations dans l'agenda thématique des moyens de communication. L'information dans la presse

et la télévision ». Etude comparative des unes du *Monde* du 12 au 27 mai 2013 dans le traitement des questions migratoires, des relations inter-méditerranéennes et du respect des droits de l'Homme dans l'espace méditerranéen.

#### **D. Appartenance à des associations scientifiques ou groupes de recherche**

- Membre du Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLE, EA 7436)
- Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel
- Membre de l'Association Française de Droit Administratif
- Membre de la Section française de l'Institut Ibéro-américain de Droit Constitutionnel (IIDC-France)
- Membre de la Société de Législation Comparée. Participation au Groupe de travail sur « la lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux » de la section « droit de l'action publique »
- Membre du Groupe de travail de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel spécialisé dans les questions sur le terrorisme
- Membre du Collectif L'Unité du Droit (CLUD)
- Membre du Groupe de travail « Genre, migration, mobilisations sociales et développement en Méditerranée occidentale », associant des chercheurs des Universités Paul-Valéry Montpellier 3, Moulay Ismaïl - Meknès, Ca' Foscari – Venise et l'Université Autonome de Barcelone
- Membre du Groupe de réflexion sur le Terrorisme et les droits de l'Homme de la Queen Mary University of London.

### **V. PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES**

#### **A. Ouvrages, monographies**

1. *Cours de droit constitutionnel et des institutions de la V<sup>e</sup> République*, Gualino, Lextenso éditions, coll. Amphi LMD, Paris, 5<sup>e</sup> éd., 2019-2020
2. C. Cerda-Guzman et F. Savonitto (dir.), *Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, Paris, 2016.
3. *Codification et constitutionnalisation*, LGDJ, Fondation Varenne, coll. de thèses, n°44, Paris, 2012.

#### **B. Articles publiés dans des revues scientifiques**

1. « L'innovation constitutionnelle en matière de justice environnementale : l'étude comparée du Chili et du Costa Rica », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, à paraître.
2. « La consécration en clair-obscur de l'obligation de motivation des actes administratifs au Chili », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2019, n°17, p. 161-170
3. « La laïcité mexicaine », *Pouvoirs*, 2019/4, n°171, p. 97-107.
4. « Contentieux et autonomie locale. Le cas de l'Espagne », *Revue générale du droit* on line, 2019, n°42890 ([www.revuegeneraledudroit.eu/?p=42890](http://www.revuegeneraledudroit.eu/?p=42890))
5. « Histoire, continuité et actualité des régimes d'exception au Chili », *Cultures & Conflits*, 2018, n°112, p. 75-92.
6. « Le statut des données personnelles sur Internet », *Politeia*, 2017, n°31, p. 231-247
7. « Los derechos fundamentales y la lucha contra el terrorismo : Francia bajo estado de emergencia », *Revista de derecho constitucional europeo*, 2017, n°27.
8. « Le recours à la torture par les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme », *La Revue des Droits de l'Homme*, 2016, n°6 (<https://revdh.revues.org/1808>).
9. « Repenser les Constitutions internationalisées », *Revue de droit public*, 2015, n°6, p. 1567-1582.

10. « La lutte contre le terrorisme en droit constitutionnel étranger : vers un nouvel équilibre entre sécurité et libertés ? », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, chron. n° 14, 2015 ([www.revuedlf.com](http://www.revuedlf.com))
11. « Importación de objetos jurídicos y coherencia del ordenamiento normativo administrativo chileno », *Revista de derecho administrativo. Universidad Católica de Chile*, 2012, n°7, p. 67-78.
12. « De la distinction entre responsabilité de l'Etat du fait des conventions internationales et responsabilité de l'Etat du fait des lois », *Revue française de droit administratif*, 2012, n°1, p. 38-45.
13. « Maintien de l'ordre et régime d'exception », *Actualité Juridique Pénal*, 2009, n°7/8, p. 300-302.
14. « La Constitution : une arme efficace dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ? », *Revue française de droit constitutionnel*, 2008, n°73, p. 41-63.
15. « Importation d'objets juridiques et cohérence de l'ordre juridique administratif chilien », *Revue internationale de droit comparé*, 2007, n°2, p. 307-332.

### **C. Articles ou chapitres d'ouvrages collectifs**

1. « L'instrumentalisation des Constitutions au nom de la lutte contre le terrorisme », in D. Fonseca (dir.), *Logiques des législations antiterroristes : entre reconfiguration et défiguration du droit ?*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, à paraître.
2. « Costa Rica : le paradis de la jurisprudence verte ? », in V. Chiu et A. Le Quinio (dir.), *La protection de l'environnement par les juges constitutionnels*, L'Harmattan, coll. Droit comparé, à paraître.
3. « Le maintien d'un état d'urgence dans un contexte terroriste. Exemples et leçons de droit étranger », in P. Gervier (dir.), *La sortie de l'état d'urgence*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, à paraître.
4. « La neutralité religieuse dans les services publics latino-américains », in C. Benelbaz et C. Froger (dir.), *La laïcité dans les services publics*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, à paraître.
5. « La régulation des partis saisie par les séries télévisées américaines : "A la Maison Blanche" et "House of Cards" », in Y. Poirmeur (dir.), *La régulation des partis politiques*, LGDJ, coll. Systèmes, Paris, 2019, p. 127-143.
6. « L'Etat espagnol et le terrorisme », in F. Blanc et P. Bourdon (dir.), *L'Etat et le terrorisme*, Publications de la Sorbonne, coll. De Republica, Paris, 2018, p. 79-90.
7. « La position des Etats à l'égard des données personnelles : entre velléité d'utilisation et obligation de protection », in O. de David de Beauregard-Berthier et A. Taleb-Karlsson (dir.), *Protection des données personnelles et sécurité nationale*, Bruylant, coll. A la croisée des droits, Bruxelles, 2017, p. 35-61.
8. « Juridictions constitutionnelles v. Mesures anti-terroristes : réactions communes des juges constitutionnels face à la lutte contre le terrorisme », in A. Le Quinio (dir.), *Les réactions constitutionnelles à la globalisation*, Bruylant, coll. A la croisée des droits, Bruxelles, 2016, p. 71-92.
9. « Le droit constitutionnel des collectivités territoriales. Les Etats fédéraux d'Amérique latine », in G. J. Guglielmi et J. Martin (dir.), *Le droit constitutionnel des collectivités territoriales. Aspects de droit public comparé*, Berger-Levrault, coll. Au fil du débat, Paris, 2015, p. 207-220.
10. M. Gautier et C. Cerda-Guzman, « La Cour suprême des Etats-Unis et la Cour de justice de l'Union européenne face à la lutte contre le terrorisme », in E. Saulnier-Cassia (dir.), *La lutte contre le terrorisme dans le droit et dans la jurisprudence de l'Union européenne*, LGDJ, Paris, 2014, p. 277-298.
11. « L'open data à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme », in E. Zoller et G. J. Guglielmi (dir.), *Transparence, démocratie et gouvernance citoyenne*, Editions Panthéon-Assas, coll. Colloques, Paris, 2014, p. 47-69.
12. « L'étudiant : un usager particulier du service public administratif », in *Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, t. II, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2013, p. 913-944.

13. « La codification à droit constant : un oxymore ? », in J. Pousson et F. Rueda (dir.), *Qu'en est-il de la simplification du droit ? Actes du colloque des 26 et 27 novembre 2009*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, LGDJ, coll. IFR Mutations des Normes Juridiques, Toulouse, 2010, p. 67-79.

#### **D. Chroniques ou commentaires de jurisprudence**

1. « *Una Nueva Constitución Ahora* : Une nouvelle Constitution pour le Chili ? », *Jus Politicum blog*, 11 décembre 2019. Disponible à l'adresse : <http://blog.juspoliticum.com/2019/12/11/una-nueva-constitucion-ahora-une-nouvelle-constitution-pour-le-chili-par-carolina-cerda-guzman/>
2. « Le Conseil constitutionnel français et la reconnaissance du principe de fraternité : la confusion des sentiments », *Justice en ligne*, 24 septembre 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.justice-en-ligne.be/article1088.html>
3. « La décision du 30 mars 2017 du Tribunal suprême de justice vénézuélien : un "auto-coup d'Etat" juridictionnel », *Jus Politicum blog*, 17 mai 2017. Disponible à l'adresse : <http://blog.juspoliticum.com/2017/05/17/la-decision-du-30-mars-2017-du-tribunal-supreme-de-justice-venezuelien-un-auto-coup-detat-juridictionnel/>
4. « Retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Violation de l'interdiction d'entrée. CJUE [4<sup>e</sup> ch.], 1<sup>er</sup> oct. 2015, aff. C-290/14, Procédure pénale c/ Skerdjan Celaj », *JCP A*, 2016, p. 24.
5. « Contrôle technique des véhicules et liberté d'établissement. CJUE [2<sup>e</sup> ch.], 15 oct. 2015, aff. C-168/14, Grupo Itevelesa SL et autres c/ OCA Inspección Técnica de Vehículos SA et Generalidad de Cataluña », *JCP A*, 2016, p. 25.
6. « Compatibilité des examens d'intégration civique. CJUE [2<sup>e</sup> ch.], 4 juin 2015, aff. C-579/13, P., S. c/ Commissie Sociale Zekerheid Breda, College van Burgemeester en Wethouders van de gemeente Amstelveen et CJUE [2<sup>e</sup> ch.], 9 juill. 2015, aff. C-153/14, Minister van Buitenlandse Zaken », *JCP A*, 2016, p. 33.
7. « Incertitude jurisprudentielle et principe de sécurité juridique. CEDH [1<sup>ère</sup> sect.], 30 juill. 2015, n° 30123/10, Ferreira Santos Pardal c/ Portugal », *JCP A*, 2016, p. 39.
8. « Conventionnalité de la procédure de filtre QPC. CEDH [5<sup>ème</sup> sect.], 25 août 2015, n° 3569/12, 9145/1, 9161/12, 37791/13, Renard et autres c/ France », *JCP A*, 2016, p. 40.
9. « "Le crime terroriste entre dans une catégorie spéciale" ou l'acceptation par la Cour européenne d'une atténuation des droits au nom de la lutte contre le terrorisme. CEDH [4<sup>e</sup> ch.], 20 octobre 2015, Sher et autres c. Royaume-Uni, requête n°5201/11 », *Journal d'Actualité des Droits Européens*, 2016. Disponible à l'adresse : <http://revue-jade.eu/article/view/704>.
10. « Emploi – discriminations fondées sur le statut de retraité. CJUE, 21 mai 2015, aff. C-262/14, Sindicatul Cadrelor Militare Disponibilizate in rezerva si în retragere (SCMD) c/ Ministerul Finantelor Publice », *JCP A*, 2015, p. 22.
11. « Passeport et conservation des données biométriques. CJUE, 16 avr. 2015, aff. jointes C-446/12, C-447/12, C-448/12, C-449/12, Willems e.a. », *JCP A*, 2015, p. 32.
12. « Interdiction des discriminations fondées sur l'obésité. CJUE, 18 déc. 2014, aff. C-354/13, Fag og Arbedje (FOA) c/ Kommunernes Landsforening (KL) », *JCP A*, 2015, p. 16.
13. « Asile - Modalités d'appréciation de l'orientation sexuelle des demandeurs. CJUE, 2 déc. 2014, aff. jointes C-148/13 à C-150/13, A, B, C c/ Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie », *JCP A*, 2015, p. 20.
14. « Incidence du droit à un recours effectif. CJUE, 11 septembre 2014, A. c/ B. et a., aff. C-112/13 », *JCP A*, 2015, p. 20.
15. « Recours juridictionnel effectif – Preuve. CJUE, 23 octobre 2014, Unitrading Ltd c/ Staatssecretaris van Financien, aff. C-437/13 », *JCP A*, 2015, p. 20.

## **E. Communications orales (congrès, colloques, conférences)**

### *Communications en France*

1. « Dictature et consultations électorales : le cas du Chili (1973-1988/1990), Colloque « *Dictatures et consultations électorales en Europe et aux Amériques*, Université de Bordeaux, 29 novembre 2019.
2. « La révocation populaire en Bolivie, en Equateur et au Venezuela », Colloque *La révocation populaire des élu-e-s*, Université de Bordeaux, 16 et 17 octobre 2019.
3. « Los jueces constitucionales y el medio ambiente : entre inhibición y activismo jurisprudencial. Los ejemplos de Costa Rica y de Chile », Colloque *Derecho ambiental constitucional. Perspectivas de Derecho comparado (Francia y Latinoamérica)*, Ecole de droit de la Sorbonne – Section française de l’Institut Ibéroaméricain de Droit Constitutionnel, 30 septembre 2019.
4. « L’instrumentalisation des Constitutions au nom de la lutte contre le terrorisme », Colloque *Logique des législations antiterroristes : entre reconfiguration et défiguration du droit ?*, Université d’Evry-Val-d’Essonne, 26 septembre 2019.
5. Rapports nationaux sur le Chili et le Costa Rica, 35<sup>e</sup> Table ronde internationale de l’Institut Louis Favoreu – Groupe d’Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle sur le thème *Constitution et Environnement*, Aix-Marseille Université, les 6 et 7 septembre 2019.
6. « Costa Rica : le paradis de la jurisprudence verte ? », Colloque *La protection de l’environnement par les juges constitutionnels*, Université Jean Moulin Lyon III, 7 juin 2019.
7. « Contentieux constitutionnel et autonomie locale. Le cas de l’Espagne », Conférence-débat, Centre de Droit public Comparé (CDPC), Université Paris II Panthéon-Assas, 31 janvier 2019.
8. « Les garanties et les contrôles de la lutte contre le terrorisme en droit comparé », Table ronde de la Société de Législation comparée, Sciences-Po Paris, 10 novembre 2017.
9. « Migrations et solidarités territoriales », Journée du développement social *Participation, coopération et émancipation : quelles alternatives pour un développement social durable ?*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 19 octobre 2017.
10. « Les politiques européennes de lutte contre le terrorisme », Séminaire *Les politiques de l’Union Européenne en matière de sécurité*, Université de Strasbourg, 16 octobre 2017.
11. « Le maintien des états d’urgence en droit comparé », Colloque *La sortie de l’état d’urgence*, Université de Bordeaux, 10 octobre 2017.
12. « Le principe de neutralité religieuse en Amérique latine », Colloque *La laïcité dans les services publics*, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, les 21 et 22 septembre 2017.
13. « Les crimes internationaux et les lois mémorielles : la position du juge constitutionnel français », Conférence pour le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la coopération entre l’Université Paul-Valéry Montpellier 3 et l’Université d’Etat d’Erevan, Montpellier, 16 mai 2017.
14. « Le statut des données personnelles sur Internet », Colloque *Les métamorphoses des droits fondamentaux à l’ère numérique*, Université de Bordeaux, 24 novembre 2016.
15. « Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l’Allemagne face à la menace terroriste ou le triptyque de Dante : l’Enfer, le Purgatoire et le Paradis ? », Colloque *Sécurité intérieure et liberté*, Université de Lorraine, IRENEE, Nancy, 30 septembre 2016.
16. « Droit espagnol », Colloque *L’Etat et le terrorisme*, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, ISJP, 27 et 28 juin 2016.
17. « (Counter) Terrorism, Migration and Racism in Europe. Examining the claims », 3<sup>ème</sup> Séminaire du Groupe de réflexion sur le terrorisme et les droits de l’Homme de la Faculté de Droit de l’Université de Londres Queen Mary, *(Counter) Terrorism, Human Rights, and Discrimination/Racism : A European Challenge*, University of London, Paris, 16 et 17 juin 2016.
18. « Le récent échec en France de la révision constitutionnelle sur la déchéance de nationalité », Conférence pour le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la coopération entre l’Université d’Etat de Erevan et l’Université Paul-Valéry de Montpellier 3, Université d’Etat de Erevan, 19 mai 2016.

19. « Un postulat commun à la doctrine française : la Constitution n'est pas un code », Journée d'études *Existe-t-il un constitutionnalisme français ?*, Institut Ibéro-américain de Droit Constitutionnel – Section française, Université Paris II Panthéon-Assas, 11 mai 2016.
20. « La position des États à l'égard des données personnelles : entre velléité d'utilisation et obligation de protection », VIII<sup>e</sup> journée de l'UMR DICE *Protection des données personnelles et Sécurité nationale. Quelles garanties juridiques dans l'utilisation du numérique ?*, Université de Toulon, 27 novembre 2015.
21. « Le recours à la torture dans le cadre de la lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis », Table ronde *La place des libertés face à la lutte contre le terrorisme*, Université Paris Ouest Nanterre, CREDOF, LDH – Section Nanterre Université, 18 juin 2015.
22. « États-Unis et recours à la torture : la position du juge », Séminaire *Torture, Mémoire et Impunité : les Paradoxes de la Démocratie ?*, Bayonne, 9 et 10 avril 2015.
23. « Repenser les Constitutions internationalisées », Colloque *Peut-on se passer de Constitution ?*, Université Montesquieu – Bordeaux IV, 14 novembre 2014.
24. « Principe de collégialité et pouvoir exécutif : la collégialité de l'Exécutif est-elle une chimère ? », IX<sup>ème</sup> Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Lyon, les 26, 27 et 28 juin 2014.
25. « L'open data à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme », Colloque *Démocratie, transparence et gouvernance citoyenne*, Université Paris II Panthéon-Assas, les 23 et 24 mai 2014.
26. « Le droit constitutionnel des collectivités territoriales. Les États fédéraux d'Amérique Latine », Colloque *Le droit constitutionnel des collectivités territoriales*, Université Paris II Panthéon-Assas, 16 mai 2014.
27. « Constitution, souveraineté et lutte contre le terrorisme », Conférence pour l'Ecole doctorale de l'Université Montpellier I, 19 décembre 2013.
28. « Juridictions constitutionnelles v. Mesures anti-terroristes : réactions communes des juges constitutionnels face à la lutte contre le terrorisme », Colloque sur *Les réactions constitutionnelles à la globalisation*, Université de Toulon, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2013.
29. « Le concept de codification à droit constant est-il un oxymore ? », Colloque international *Qu'en est-il de la simplification du droit ?*, 7<sup>èmes</sup> journées annuelles de l'IFR de l'Université de Toulouse 1 Capitole, les 26 et 27 novembre 2009.
30. « Une recodification des droits fondamentaux pour un nouveau contrôle de constitutionnalité ? », VII<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Paris, les 25, 26 et 27 septembre 2008.

## **2. Communications à l'étranger**

1. « L'inclusion de l'asile dans les Constitutions. Etude du cas français », Table-ronde franco-biélorusse sur *L'asile et l'apatridie*, organisée par le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU et l'Ambassade française en Biélorussie, Minsk, 24 octobre 2019.
2. « Las libertades numéricas y la lucha contra el terrorismo », Conférence à l'Université autonome de Barcelone, 1<sup>er</sup> octobre 2014.
3. « Sûreté des individus et lutte contre le terrorisme en Méditerranée », II<sup>ème</sup> rencontre méditerranéenne des Masters de développement, intermédiation et relations euro-méditerranéennes, Université Moulay Ismaïl, Meknès, du 28 avril au 3 mai 2014.
4. « Les politiques sécuritaires en Méditerranée », Conférence à l'Université Ca' Foscari de Venise, 24 mars 2014.
5. « Libertad de comunicación y lucha contra el terrorismo », Conférence à l'Université Autonome de Barcelone, 14 mai 2013.
6. « Secreto de Estado : los periodistas frente al silencio del Estado », Conférence à l'Université Autonome de Barcelone, 13 mai 2013.
7. « Quels sont les critères de constitutionnalité d'une législation anti-terroriste ? », VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, Mexico, du 6 au 10 décembre 2010.

8. « The recent reorganization of intelligence agencies in France », Séminaire du Groupe de travail de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, Institut Universitaire Européen de Florence, les 12 et 13 novembre 2009.
9. « Importación de objetos jurídicos y coherencia del ordenamiento jurídico administrativo chileno », Colloque international, *¿Chile de país modelado a país modelo?*, organisé par le Groupe d'Études sur le Chili (GRESCH), Santiago du Chili, les 5 et 6 septembre 2007.
10. « La Constitution : une arme efficace dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ? », *VII<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel*, Athènes, du 11 au 15 juin 2007.

#### **F. Autres (traduction ou aide à la réactualisation)**

1. Traduction de l'espagnol au français de l'article « Le recours d'amparo en droit espagnol » écrit par L.-M. Díez-Picazo, *Constitutions*, 2011, p. 7.
2. Traduction de l'espagnol au français de décisions du Tribunal constitutionnel espagnol pour l'ouvrage *Grandes Décisions des Cours constitutionnelles européennes*, P. Bon et D. Maus (dir.), Dalloz, coll. Grands arrêts, Paris, 2008.
3. Participation à la réactualisation du manuel *Droit constitutionnel*, P. Pactet et F. Mélin-Soucramanien, Sirey, coll. Sirey université, pour les éditions 2006, 2007, 2008 et 2009.

### **VI. DIFFUSION ET VULGARISATION DE LA RECHERCHE**

1. Conférence d'actualité sur les enjeux constitutionnels de la mobilisation sociale au Chili, organisée par l'association des étudiants en Histoire et Relations internationales et Sciences sociales (HIRISS), à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, 21 novembre 2019.
2. « Le Chili a rendez-vous avec sa propre histoire », Tribune publiée dans *Le Monde*, le 30 octobre 2019.
3. Débat avec M. Zoltán Kékesi, sur le thème « Talk on Migration », dans le cadre du programme Erasmus+ New Faces, à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, 28 juin 2018.
4. Participation à la conférence organisée par European Law Students Association (ELSA), sur la liberté d'expression en droit international, à l'Université de Montpellier, 29 novembre 2017.
5. Interview en espagnol sur l'actualité constitutionnelle française par *Radio France International* : en juillet 2014 sur la garde à vue de Nicolas Sarkozy ; en novembre 2015 sur l'état d'urgence ; en janvier 2016 sur la déchéance de nationalité ; en janvier 2017 sur la grâce présidentielle de Jacqueline Sauvage.
6. Présentation et animation de la conférence de M.-L. Basilien-Gainche (« Chroniques d'inhospitalité. Le testament européen ? ») dans le cadre de l'Agora des Savoirs, organisée par la ville de Montpellier, le 30 novembre 2016.
7. Intervention dans le cadre du Bar des Sciences, sur le thème « Migrations humaines : état des lieux, enjeux et impacts », organisé par Université de Montpellier – COMUE Languedoc Roussillon Universités, Montpellier, 9 juin 2016.
8. Intervention dans le cadre de « l'instant philo », sur « L'état d'urgence », organisé par le Centre d'éthique contemporaine, Montpellier, février 2016.
9. Interview par la *Radio Lengua d'Oc* sur la déchéance de nationalité, Montpellier, février 2016.
10. Invitée à l'émission « Nouvelle Vague » de *France Culture sur le thème « Nos états d'urgence (5/5) : Exception, urgence et Constitution »*, Paris, novembre 2015 : <http://www.franceculture.fr/emissions/les-nouvelles-vagues/nos-etats-durgence-55-exception-urgence-et-constitution>
11. Publication dans la revue *Vacarme* d'un article intitulé « La torture par-delà le droit », *Vacarme*, 2015, n°72, p. 102-111.

12. Participation à la conférence citoyenne « Démocratie, libertés et terrorisme », sur « La lutte contre le terrorisme en droit comparé », organisé par l'Université de Bordeaux, 5 mars 2015.
13. Interview par le Parisien sur le projet de loi antiterroriste visant les candidats au jihad, octobre 2014 : <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/une-loi-pour-neutraliser-les-candidats-au-jihad-29-10-2014-4248371.php>
14. Interview par Slate.fr sur le projet de loi sur le mariage pour tous, novembre 2012 : <http://www.slate.fr/story/65301/mariage-pour-tous-projet-loi-constitution>

## **VII. LANGUES**

Bilingue français-espagnol  
Anglais : bon niveau oral et écrit  
Russe : niveau débutant